



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 16, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Haïti entre dans une période de trois jours de vacances du Carnaval avec des contradictions sécuritaires aiguës. Alors que les célébrations de Jacmel se déroulent avec un déploiement policier et des interdictions d'armes, Port-au-Prince fait face à une recrudescence des enlèvements dans les quartiers de Delmas et le chef de gang Izo opère ouvertement en finançant des activités de carnaval sans réponse gouvernementale. La 5e Table Sectorielle de Sécurité a fait progresser la planification opérationnelle de la GSF par le développement du Concept d'Opérations, signalant un passage des cadres conceptuels aux cadres de déploiement. Une décision d'appel fédérale sur le Statut de Protection Temporaire affectant 350 000 bénéficiaires haïtiens aux États-Unis est attendue cette semaine suite au refus de la juge Reyes de la demande de sursis de l'administration.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Période du Carnaval du 16 au 18 février avec bureaux gouvernementaux et ambassades fermés; reprise le 19 février.

La vague d'enlèvements se poursuit à Delmas 19, 31, 33 et 75 avec un prêtre, un avocat et un juge parmi les otages actuels.

Le chef de gang Izo vu finançant des activités de carnaval à Village de Dieu sans réponse officielle neuf jours après la dissolution du CPT.

Décision d'appel TPS imminente affectant 350 000 Haïtiens; la juge Reyes a refusé la demande de sursis fédérale le 12 février.

La 5e Table Sectorielle de Sécurité s'est réunie en se concentrant sur le CONOPS de la GSF, les cadres juridiques et le respect des droits humains.

DÉVELOPPEMENT 1

La période de vacances du Carnaval commençant le 16 février révèle la réalité sécuritaire bifurquée d'Haïti où les célébrations culturelles se poursuivent dans certaines zones tandis que l'impunité des gangs atteint de nouveaux niveaux dans d'autres. Les activités du Carnaval de Jacmel sont en cours avec un déploiement policier, des interdictions d'armes et des équipes de recherche ethnographique documentant des événements culturels sans incidents majeurs signalés. Le Ministère de la Culture a annoncé un soutien financier institutionnel aux municipalités organisant des festivités de carnaval prévues du 15 au 17 février, et l'administration publique, le commerce, l'industrie et les écoles observent des jours fériés officiels commençant à midi jusqu'à .

Port-au-Prince présente une image radicalement différente. Aucun plan de sécurité publique complet pour les festivités de carnaval de la capitale n'avait été officiellement présenté par les autorités début février. Un policier anonyme a averti que gérer de grandes foules sans plan clair et sans ressources suffisantes peut exposer les participants à des risques accrus incluant la violence ou les attaques ciblées. Cet avertissement s'est révélé prémonitoire alors que les enlèvements continuent d'augmenter à Port-au-Prince avec Delmas 19, 31, 33 et 75 particulièrement affectés. Les otages actuels incluent un prêtre, un avocat et un juge. L'attaque de Kenscoff le 12 février par la coalition Viv Ansanm a démontré la capacité du groupe à frapper l'une des dernières zones sûres

de la capitale, tuant au moins une personne et brûlant des maisons.

L'indicateur sécuritaire le plus alarmant est la liberté opérationnelle continue du chef de gang Johnson André. André, connu sous l'alias Izo et chef du gang 5 Second, a été vu en vidéo participant et finançant des activités de carnaval à Village de Dieu. Aucune déclaration gouvernementale officielle n'a été émise concernant sa présence. Izo est le même chef de gang qui a orchestré le massacre de l'Hôpital Général du 24 décembre 2024 utilisant des drones armés, tuant deux journalistes. Sa participation ouverte à des événements publics sans réponse gouvernementale signale le niveau d'impunité opérationnelle dont les gangs continuent de jouir même pendant que la PNH mène des opérations de dégagement des routes San Kanpe.

L'environnement sécuritaire pendant le Carnaval opère dans le contexte de Viv Ansanm contrôlant approximativement 85 à 90% de Port-au-Prince et les gangs contrôlant au moins 23 communes à travers quatre départements. L'UNICEF signale une augmentation de trois fois du recrutement d'enfants pour des activités armées en 2025, les enfants constituant jusqu'à 50% de l'appartenance aux gangs. La destruction de l'infrastructure de santé continue avec 45% des établissements de santé dans la capitale fermés ou détruits en octobre 2025. Cette période du Carnaval teste si la structure de gouvernance post-CPT sous le PM Fils-Aimé peut coordonner des réponses sécuritaires efficaces pendant des rassemblements publics concentrés.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Carnaval représente la période de célébration culturelle la plus importante d'Haïti avec des racines dans les traditions pré-carême. Le Carnaval de Jacmel spécifiquement a maintenu une continuité culturelle même pendant des périodes d'instabilité politique. Cependant, les périodes de carnaval précédentes ont également présenté des vulnérabilités sécuritaires avec la violence de gangs ciblant occasionnellement de grands rassemblements publics. Le bilan de violence de 2025 de 5 915 tués représente le total annuel le plus élevé des dernières années.

POINTS DE DISCUSSION

Le Carnaval de Jacmel se poursuit avec un déploiement policier et des interdictions d'armes démontrant une capacité sécuritaire localisée.

Port-au-Prince manque de plan de sécurité complet publiquement présenté pour la période du carnaval créant un risque élevé.

Le chef de gang Izo opère ouvertement en finançant des activités de carnaval sans réponse gouvernementale neuf jours après la dissolution du CPT.

La vague d'enlèvements se poursuit dans le corridor de Delmas avec un prêtre, un avocat et un juge parmi les otages actuels.

L'attaque de Kenscoff du 12 février démontre la capacité de Viv Ansanm à frapper des zones précédemment sûres.

Le recrutement d'enfants pour les activités de gangs a triplé en 2025 avec les enfants comprenant jusqu'à 50% de l'appartenance.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Restreindre les mouvements de personnel non essentiel dans le corridor de Delmas pendant la période du carnaval du 16 au 18 février.

Surveiller les événements du carnaval de Port-au-Prince pour tout incident sécuritaire majeur indiquant une escalade.

Évaluer si l'impunité publique d'Izo signale un effondrement plus large de la capacité d'application de la loi post-CPT.

Évaluer le risque de déplacement de Kenscoff si Viv Ansanm continue les attaques de sondage sur les dernières zones sûres.

Planifier la reprise opérationnelle pour le 19 février lorsque les bureaux gouvernementaux et les ambassades rouvrent.

Suivre la trajectoire des enlèvements à Delmas pour déterminer si la vague représente un pic temporaire ou une escalade soutenue.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 2

Une décision d'appel fédérale sur le Statut de Protection Temporaire pour approximativement 350 000 détenteurs haïtiens de TPS aux États-Unis pourrait être émise cette semaine, représentant le développement à court terme le plus critique pour la diaspora haïtienne. Le 2 février, la juge Ana C. Reyes a déclaré la résiliation du TPS nulle, annulée et sans effet juridique, protégeant les détenteurs haïtiens de TPS. Le 12 février, la juge Reyes a refusé la demande du gouvernement fédéral de suspendre son ordonnance lors d'une audience contentieuse où elle a rejeté les arguments du Département de la Justice selon lesquels les détenteurs haïtiens de TPS ne seraient pas spécifiquement ciblés.

Pendant l'audience du 12 février, la juge Reyes a déclaré directement aux avocats du gouvernement: "Vous pensez qu'à la seconde où cela entre en vigueur, ils n'iront pas après les détenteurs haïtiens de TPS?" La juge a souligné que l'administration Trump possède les adresses personnelles de tous les bénéficiaires du TPS à partir de leurs demandes d'autorisation de travail et pourrait utiliser cette information pour des actions d'exécution rapides. Reyes a statué que lever le sursis causerait un préjudice irréparable parce que les individus expulsés ne pourraient pas réalismement retourner si les tribunaux jugeaient plus tard leur expulsion illégale. La juge a reçu des menaces de mort mais a maintenu sa décision.

L'administration Trump a déposé un appel arguant que la juge manque de juridiction. La Cour d'Appel du Circuit D.C., qui a historiquement été plus favorable à la branche exécutive sur les questions d'immigration, traitera l'affaire. Le Springfield News-Sun a rapporté le 15 février qu'une

décision pourrait venir cette semaine. Pour l'instant, les employeurs devraient continuer à honorer les autorisations de travail TPS jusqu'à une action judiciaire ultérieure. La composition de la cour d'appel et les décisions d'immigration précédentes suggèrent que l'administration pourrait réussir à faire imposer le sursis en attendant la considération complète de l'appel.

Les implications économiques pour Haïti sont graves. Les transferts de fonds de la diaspora restent une bouée de sauvetage économique critique pour un pays où 60% de la population survit avec moins d'un dollar par jour. L'expulsion massive de 350 000 Haïtiens effondrerait à la fois les flux de transferts de fonds et submergerait un pays qui a déjà reçu 270 000 rapatriés forcés en 2025, avec 98% de ces expulsions provenant de la République Dominicaine. Haïti manque de capacité pour assister et réintégrer les expulsés malgré les efforts de l'OIM et des organisations de base selon le Rapport Mondial 2026 de Human Rights Watch.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Statut de Protection Temporaire pour Haïti a été initialement accordé suite au séisme de 2010. Le programme a été renouvelé plusieurs fois à travers les administrations démocrates et républicaines en raison des conditions continues du pays incluant l'instabilité politique, la violence des gangs et la crise humanitaire. Les tentatives précédentes de résilier le TPS ont été bloquées par les tribunaux fédéraux pour des motifs procéduraux. Le cas actuel représente la menace juridique la plus sérieuse aux protections haïtiennes du TPS des dernières années.

POINTS DE DISCUSSION

350 000 détenteurs haïtiens de TPS affectés par la décision de cour d'appel en attente attendue cette semaine.

La juge Reyes a refusé la demande fédérale de sursis le 12 février citant le préjudice irréparable et les préoccupations de ciblage.

L'administration Trump possède les adresses personnelles de tous les bénéficiaires du TPS à partir des demandes d'autorisation de travail.

La Cour d'Appel du Circuit D.C. historiquement plus favorable à la branche exécutive sur les questions d'immigration.

L'expulsion massive effondrerait les flux de transferts de fonds de la diaspora critiques à l'économie d'Haïti.

Haïti a reçu 270 000 rapatriés forcés en 2025, manque de capacité pour une réintégration massive supplémentaire.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Surveiller la Cour d'Appel du Circuit D.C. pour l'émission de décision tout au long de la semaine du 17 au 21 février.

Évaluer les scénarios d'impact économique si la résiliation du TPS procède affectant 350 000 expulsions.

Évaluer la capacité d'Haïti à absorber les rapatriés massifs potentiels étant donné les 1,4 million de

PDI existants.

Suivre les réponses des employeurs à la validité de l'autorisation de travail pendant la période d'incertitude juridique.

Considérer la planification de contingence pour la perturbation du flux de transferts de fonds si les expulsions procèdent.

Coordonner avec les organisations de la diaspora sur les ressources juridiques et la préservation de la documentation.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3

Le Premier Ministre Alix Didier Fils-Aimé continue de gouverner comme autorité exécutive unique d'Haïti dans son neuvième jour depuis que le Conseil Présidentiel de Transition s'est dissous le 7 février. Alors qu'aucun nouveau décret ou conférence de presse n'a été rapporté dans la fenêtre du 15 au 16 février spécifiquement en raison des bureaux gouvernementaux fermés pour la période de vacances du Carnaval, les actions de gouvernance récentes démontrent une consolidation systématique du pouvoir exécutif aux niveaux national et municipal. Le Conseil des Ministres a adopté un décret plaçant formellement le pouvoir exécutif sous son autorité collective, justifié par l'expiration du mandat du CPT le 7 février.

Le PM Fils-Aimé s'est nommé lui-même Ministre intérimaire de l'Économie et des Finances après avoir limogé Alfred Metellus, concentrant l'autorité fiscale dans le bureau exécutif. La nouvelle Commission Municipale de Port-au-Prince a été installée du 12 au 13 février avec Yves Andrel Salomon comme Maire remplaçant Youri Chevy, aux côtés des adjoints Dorothé Ignace Morel et Esther Cinéas. Des changements de commission municipale ont également été mis en œuvre à Pétion-Ville avec Géralda Nelson remplaçant Blondibe Beauvert et à Gressier. Ces nominations représentent la première restructuration majeure de gouvernance municipale sous le cadre post-CPT.

Laurent Saint-Cyr, dans son discours final comme président du CPT, a dit à Fils-Aimé: "Vous n'avez pas le droit d'échouer." Cette déclaration a capturé la pression politique confrontant le Premier Ministre. Le Center for Strategic and International Studies évalue Fils-Aimé comme politiquement exposé en raison de la bataille sur sa succession. Aucun consensus n'a émergé sur un cadre de gouvernance successeur parmi les 200 partis politiques d'Haïti. Le journaliste éminent Roberson Alphonse a averti que sans dialogue politique, Fils-Aimé risque le même sort qu'Ariel Henry, qui a été forcé de démissionner en 2024, décrivant le Premier Ministre comme étant sans amortisseur contre les forces politiques qui envient sa position.

La consolidation de gouvernance se produit alors que le calendrier électoral du CEP reste inchangé

avec la période de campagne commençant le 19 mai 2026, juste un mois après les arrivées initiales de troupes GSF attendues en avril 2026. Les élections présidentielles et législatives du premier tour sont programmées pour le 30 août 2026, avec l'investiture du nouveau président fixée pour le 7 février 2027, exactement un an après l'expiration du mandat du CPT. Les institutions américaines clés incluant IFES, NDI et IRI semblent jouer peu ou pas de rôle dans la préparation électorale, avec les coupes de l'administration Trump réduisant les budgets d'assistance à la démocratie. La période de campagne commencerait avant que les forces de la GSF aient lancé des opérations anti-gangs majeures, soulevant des questions sur l'accès électoral dans les zones contrôlées par les gangs.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le cadre de gouvernance transitionnelle d'Haïti a été établi suite à la démission forcée d'Ariel Henry en 2024. Le CPT a été conçu comme un exécutif collectif temporaire en attendant les élections. La date du 7 février 2027 représente le point final constitutionnel pour la période de transition. Les précédents premiers ministres haïtiens ont fait face à la destitution par des combinaisons de pression politique, de retrait du soutien international et de protestations populaires lorsqu'incapables de construire un consensus parmi les factions concurrentes.

POINTS DE DISCUSSION

Le PM Fils-Aimé gouvernant neuf jours comme autorité exécutive unique suite à la dissolution du CPT le 7 février.

Le décret du Conseil des Ministres a formalisé le pouvoir exécutif sous autorité collective.

Fils-Aimé s'est nommé lui-même Ministre intérimaire de l'Économie et des Finances après avoir limogé Alfred Metellus.

Commission Municipale de Port-au-Prince restructurée avec nouveau maire et adjoints installés du 12 au 13 février.

200 partis politiques manquent de consensus sur le cadre de gouvernance créant l'incertitude de succession.

La période de campagne commence le 19 mai 2026, un mois après l'arrivée de la GSF avant les opérations anti-gangs majeures.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Surveiller pour de nouveaux décrets ou annonces lorsque le gouvernement reprend les opérations le 19 février.

Évaluer le positionnement des factions politiques sur la construction du consensus du cadre de gouvernance.

Évaluer la faisabilité électorale dans 23 communes contrôlées par les gangs à travers quatre départements.

Suivre la réponse de la communauté internationale à l'autorité de nomination municipale de Fils-Aimé.

Déterminer si les coupes de financement d'assistance à la démocratie américaine affectent les préparations électorales du CEP.

Considérer si le lancement de campagne de mai avant les opérations de la GSF crée un compromis entre sécurité et légitimité politique.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4

La 5e réunion de la Table Sectorielle de Sécurité s'est réunie avec un accent sur l'avancement de la planification opérationnelle de la Force de Répression des Gangs des cadres conceptuels vers les préparations de déploiement concrètes. L'agenda de la TSS a abordé le progrès des forces de sécurité nationales, l'établissement de la GSF, la préparation de la prochaine Conférence TSS, le renforcement institutionnel, la coordination opérationnelle, le développement du Concept d'Opérations, le cadre juridique, le rôle du Conseil National de Sécurité et le respect des droits humains dans les opérations. Ceci représente un développement opérationnel significatif indiquant que le processus de planification de la GSF se déplace au-delà des étapes préliminaires vers des cadres de déploiement exécutables.

Le développement du Concept d'Opérations est un prérequis critique pour les arrivées de troupes anticipées en avril 2026. La structure de force de la GSF inclut un plafond de personnel autorisé de 5 550 couvrant les composantes policières, militaires et civiles. Des promesses allant jusqu'à 7 500 troupes ont été reçues du Burkina Faso, du Burundi, du Tchad, de la Sierra Leone, de la Gambie et du Bangladesh. Le Représentant Spécial de la GSF Jack Christofides et le Commandant de Force Godfrey Otunge du Kenya dirigeront la mission. La force s'appuie actuellement sur approximativement 1 000 personnels MSS, principalement 735 policiers kényans, bien que le Kenya ait annoncé un retrait après avoir atteint son objectif principal de stabilisation du pays.

L'accent explicite de la 5e TSS sur le respect des droits humains dans les opérations représente un signal positif pour les cadres de responsabilité. Cette attention aux normes de droits humains devient particulièrement importante étant donné le contexte des opérations de drones de la PNH entre mars et septembre 2025, qui ont tué 547 personnes incluant 527 membres de gangs présumés et 20 civils incluant 11 enfants. Le Commissaire aux Droits Humains de l'ONU Volker Türk a évalué la plupart des frappes de drones comme probablement illégales selon le droit international des droits humains. L'agenda de renforcement institutionnel de la TSS suggère des efforts pour établir des cadres juridiques et opérationnels qui peuvent résister à l'examen international.

Le calendrier opérationnel crée des fenêtres de décision compressées. Les troupes de la GSF sont attendues pour commencer à arriver en avril 2026 avec un déploiement complet en octobre 2026. Cependant, la période de campagne électorale commence le 19 mai 2026, signifiant que la campagne commencerait avant que la force ait lancé des opérations anti-gangs majeures dans les 23 communes contrôlées par les gangs à travers quatre départements. Les élections du premier

tour sont programmées pour le 30 août 2026, lorsque la GSF serait encore en mi-déploiement. Le mandat de la BINUH a été prolongé jusqu'au 31 janvier 2027 via la Résolution 2814, avec le Secrétaire Général requis de rapporter dans les 90 jours sur les options pour un programme haïtien de Désarmement, Démantèlement et Réintégration, établissant une échéance de fin avril pour la planification DDR.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le concept de Force de Répression des Gangs a émergé suite à l'échec de la mission de Soutien Multinationale à la Sécurité à atteindre un recul territorial de gangs durable. Les interventions de sécurité internationales précédentes en Haïti incluant MINUSTAH et UNPOL ont fait face à des critiques pour violations des droits humains et efficacité limitée à long terme. La GSF représente une tentative de créer un mandat et une structure de force plus robustes tout en maintenant l'autorité du gouvernement haïtien sur les opérations. Le retrait annoncé du Kenya reflète les défis de longue date dans le maintien des engagements de sécurité internationaux en Haïti.

POINTS DE DISCUSSION

La 5e Table Sectorielle de Sécurité a fait progresser le développement du CONOPS de la GSF et les cadres de planification opérationnelle.

L'agenda de la TSS incluait le respect des droits humains signalant le développement du cadre de responsabilité.

Plafond autorisé de la GSF de 5 550 personnels avec des promesses allant jusqu'à 7 500 de six pays.

Le calendrier de déploiement initial d'avril 2026 crée un écart d'un mois avant que la période de campagne du 19 mai commence.

Le Kenya a annoncé le retrait de la MSS malgré la GSF pas encore déployée créant un écart de sécurité.

L'échéance du rapport DDR de 90 jours de la BINUH approchant fin avril à partir de l'extension du mandat du 29 janvier.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Suivre la programmation de la Conférence TSS et les résultats pour la confirmation du calendrier de déploiement de la GSF.

Évaluer le statut de génération de force contre les engagements de troupes promis des six pays contributeurs.

Surveiller la mise en œuvre du cadre des droits humains étant donné les préoccupations juridiques de frappes de drones précédentes.

Évaluer la faisabilité opérationnelle des élections dans les zones contrôlées par les gangs avant les opérations majeures de la GSF.

Coordonner avec la BINUH sur le développement des options du programme DDR avant l'échéance du rapport d'avril.

Déterminer si le calendrier de retrait du Kenya s'aligne avec le déploiement de la GSF pour éviter un

vide de sécurité.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Incidents de sécurité du Carnaval pendant la période des Jours Gras du 16 au 18 février. Toute attaque majeure de gang pendant les célébrations publiques concentrées représenterait une escalade significative et testerait la capacité de coordination de sécurité post-CPT. Surveiller Port-au-Prince spécifiquement étant donné le manque de plan de sécurité complet publiquement présenté.

Décision d'appel TPS de la Cour d'Appel du Circuit D.C. La décision pourrait être émise cette semaine affectant 350 000 détenteurs haïtiens de TPS. La décision déterminera si le refus de sursis de la juge Reyes tient ou si l'administration réussit à réimposer l'autorité d'expulsion en attendant l'appel complet.

Trajectoire des enlèvements dans le corridor de Delmas. La vague continue à Delmas 19, 31, 33 et 75 avec des cibles de haute valeur incluant prêtre, avocat et juge suggère soit un pic temporaire soit une escalade soutenue nécessitant un ajustement de l'évaluation des risques.

CETTE SEMAINE

Reprise opérationnelle du gouvernement le 19 février. Premier jour de travail complet après la fermeture des vacances du Carnaval. Surveiller pour de nouveaux décrets du PM Fils-Aimé, annonces ou nominations municipales indiquant une consolidation de gouvernance continue.

Statut de sécurité de Kenscoff. L'attaque de Viv Ansanm du 12 février sur l'une des dernières zones sûres de la capitale pourrait déclencher un déplacement si les attaques de sondage continuent. Surveiller pour des incidents supplémentaires ou mouvement de PDI de la zone de Kenscoff.

Conformité de sécurité portuaire. L'ultimatum de conformité de 90 jours de l'USCG sur les normes de sécurité portuaire reste actif. L'impasse du port à conteneurs Terminal Varreux attend l'autorisation douanière gouvernementale depuis 2020. Toute résolution signifierait une amélioration de l'infrastructure commerciale.

HORIZON STRATÉGIQUE

Finalisation du CONOPS de la GSF et conférence de génération de force. La 5e TSS signale une planification active au-delà de l'étape conceptuelle. Surveiller pour l'annonce de la date de la Conférence TSS et les engagements de génération de force des pays prometteurs. Le calendrier de déploiement d'avril 2026 nécessite des promesses de troupes concrètes se convertissant en déploiements réels.

Accès électoral dans les communes contrôlées par les gangs. La période de campagne commence le 19 mai 2026, un mois après l'arrivée anticipée de la GSF mais avant les opérations anti-gangs majeures. 23 communes contrôlées par les gangs à travers quatre départements créent des défis d'accès électoral nécessitant des solutions de sécurité ou politiques avant le premier tour du 30 août.

Rapport d'options du programme DDR de la BINUH. Le Secrétaire Général requis de rapporter dans les 90 jours à partir de l'extension du mandat du 29 janvier 2026, établissant une échéance de fin avril. Le succès du programme DDR critique pour la démobilisation durable des gangs au-delà des opérations militaires.

SOURCES PRIMAIRES

Haiti Libre, Zapping 14-15 février: enlèvements, présence d'Izo au carnaval, fermetures d'ambassades, 5e TSS
Juno7, rapport Carnaval dans la crise, 15 février 2026
Facebook Haitian American, Carnaval de Jacmel en pleine flamme, 16 février 2026
iciHaiti, études ethnographiques du Carnaval de Jacmel, 15 février 2026
Vant Bèf Info, analyse des préoccupations de sécurité du Carnaval
Springfield News-Sun, décision TPS attendue cette semaine, 15 février 2026
MNN Trans World Radio, analyse de la transition d'Haïti, 15 février 2026
Canada-Haiti.ca, décrets du Conseil des Ministres, 7 février 2026
Haiti Libre, installation de la commission municipale de Port-au-Prince, 12 février 2026
Center for Strategic and International Studies, analyse Transition Politique Rocailleuse, 8 février 2026
Trading Economics, taux de change USD-HTG 131,20, 13 février 2026
ReliefWeb OCHA, mise à jour hebdomadaire de la situation, 13 février 2026
Human Rights Watch, Rapport Mondial 2026 chapitre Haïti
BINUH, Rapport du Secrétaire Général, octobre 2025
UN OCHA, lancement du Plan de Réponse Humanitaire 2026
Forbidden Stories, enquête massacre Hôpital Général d'Izo